



អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា

Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia

Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens

**ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា
ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ**

Kingdom of Cambodia

Nation Religion King

Royaume du Cambodge

Nation Religion Roi

អង្គជំនុំជម្រះសាលាដំបូង

Trial Chamber

Chambre de première instance

TRANSCRIPTION - PROCÈS *DUCH*

Dossier n° 001/18-07-2007-CETC/CPI

20 juillet 2009, 15 h 24

Journée d'audience n° 47

HUIS CLOS

Devant les juges :

NIL Nonn, Président
Silvia CARTWRIGHT
YA Sokhan
Jean-Marc LAVERGNE
THOU Mony
YOU Ottara (suppléant)
Claudia FENZ (suppléante)

Pour les parties civiles :

HONG Kimsuon
KIM Mengkhy
KONG Pisey
TY Srinna
Martine JACQUIN
Silke STUDZINSKY
Alain WERNER

Pour la Chambre de première instance :

DUCH Phary
SE Kolvuthy
Matteo CRIPPA
Natacha WEXELS-RISER

Pour la Section de l'administration judiciaire :

KAUV Keoratanak

Pour le Bureau des co-procureurs :

SENG Bunkheang
William SMITH
PICH Sambath
Zachery LAMPEL

Pour l'accusé, KAING GUEK EAV :

KAR Savuth
François ROUX
Heleyn UÑAC

Tableau des intervenants

Langue utilisée sauf indication contraire dans le procès-verbal d’audience

Intervenants	Langue
Mme LA JUGE CARTWRIGHT	Anglais
Me JACQUIN	Français
M. LE JUGE NIL NONN (Président)	Khmer
M. LE JUGE LAVERGNE	Français
Me ROUX	Français
M. SMITH	Anglais
Me WERNER	Anglais

1

1 (Début de l'audience : 15 h 24)

2 M. LE PRÉSIDENT :

3 Veuillez vous asseoir.

4 Nous allons maintenant poursuivre à huis clos comme l'a demandé

5 le co-procureur international ce matin. Nous allons avoir une

6 discussion concernant la règle 28.8 du Règlement intérieur.

7 Je voudrais maintenant inviter le co-procureur international à

8 répéter sa demande et la raison de sa requête d'une partie

9 d'audience à huis clos.

10 Le Co-Procureur international a la parole.

11 [15.26.35]

12 M. SMITH :

13 Merci, Monsieur le Président.

14 Il s'agit d'une requête que je voudrais présenter en rapport avec

15 la règle 28.8. En effet, la Défense a déposé une demande auprès

16 de la Chambre. Je crois que cette demande n'a pas encore été

17 notifiée à toutes les parties à ce stade mais toujours est-il que

18 nous souhaiterions que cette demande soit classée confidentielle

19 et non pas publique - classement demandé par la Défense.

20 La raison en est que la règle 28.8 dit que toute discussion

21 relative au conseil à donner à un témoin concernant le risque

22 qu'il s'incrimine de lui-même doit être donné au témoin avant sa

23 déposition et à huis clos.

24 En vertu du Règlement intérieur, peu importe que la demande soit

25 faite par écrit ou que la discussion ait lieu à l'audience, cette

SOUS CLOS

2

1 règle s'applique de toute façon. Et puisque les parties civiles
2 n'ont pas nécessairement un exemplaire de cette demande, je
3 voudrais m'assurer que vous, Madame et Messieurs les Juges, vous
4 en avez un exemplaire. Sinon, je puis vous donner lecture de
5 cette demande dont j'ai reçu le texte de la part de la Défense.
6 La Défense m'a annoncé que cela serait déposé vendredi dernier
7 mais je ne suis pas sûr où on en est, si le dépôt a été fait ou
8 non, et voici donc le texte.

9 [15.28.16]

10 L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS :

11 Les interprètes seraient désireux de recevoir un exemplaire de ce
12 texte.

13 M. SMITH :

14 C'est un texte, donc, daté du 17 juillet 2009.

15 Il est dit : "Étant donné la requête des co-procureurs qui
16 souhaitent appliquer le concept d'entreprise criminelle commune à
17 Duch et ses subordonnés dans le dossier concernant S-21 ; et
18 étant donné la réponse écrite des co-procureurs aux arguments
19 préliminaires de la Défense concernant l'applicabilité du Code
20 pénal de 1956, et en particulier concernant les paragraphes... le
21 paragraphe 29 qui montre que le Cambodge s'est engagé à respecter
22 les obligations qui lui incombent consistant à poursuivre toute
23 personne qui serait coupable d'actes de torture..."

24 Troisième paragraphe : "Dans l'attente des réponses que déposera
25 la Défense ultérieurement en réponse aux arguments des

S
C
L
O
S

S
I
M
H

3

1 co-procureurs, il est demandé à la Chambre d'informer les témoins
2 anciennement membres du personnel de S-21, qu'ils risquent d'être
3 poursuivi et de leur assigner un avocat qui leur explique les
4 conséquences de la demande des co-procureurs concernant
5 l'entreprise criminelle commune." Fin de la demande qui est en
6 instance de dépôt.

7 Alors, cela soulève des questions qui concernent le risque de
8 s'incriminer soi-même. Et la règle 28, paragraphe 8, dit
9 spécifiquement que toute décision sur ce point doit se faire à
10 huis clos.

11 La raison de cette règle est qu'il n'appartient pas aux parties
12 de fournir des conseils aux témoins pour ce qui est du risque
13 qu'il y a de s'incriminer soi-même ou d'encourir d'autres
14 poursuites, mais qu'il appartient à la Chambre - comme vous
15 l'avez dit vous-même, Monsieur le Président -, éventuellement à
16 l'avocat assistant le témoin, de le faire.

17 [15.30.38]

18 Le fait que cela soit sur papier et que cela va être déposé,
19 voudrait dire que cette motion sera débattue dans les journaux.

20 La semaine dernière, il y a déjà eu discussion en public autour
21 de cette notion d'auto-incrimination. Cela a déclenché des
22 articles dans le "Daily", dans d'autres journaux cambodgiens.

23 Je crois, concernant le risque pour le témoin de témoigner devant
24 les CETC, le problème en rapport avec cela, est que le témoin...
25 des témoins potentiels, il y en aura d'autres d'ici deux, trois

HUI S CLOS

4

1 semaines qui lirons ces articles, tiendrons sans doute pour
2 acquis ce qu'ils lisent en rapport avec les inquiétudes soulevées
3 par la Défense.
4 Or, la Défense a soulevé deux points en rapport avec la règle, à
5 savoir qu'il ne convient pas de donner de... à savoir que : 1) les
6 co-procureurs ayant demandé que soit retenu le concept
7 d'entreprise criminelle commune en rapport avec la culpabilité de
8 l'accusé, cela aurait, d'une façon ou d'une autre, pour
9 conséquence que les témoins qui viennent ici risquent d'être
10 davantage poursuivis par des tribunaux nationaux cambodgiens. Or,
11 nous disons de notre côté que cela n'est pas vrai.
12 Et le deuxième point soulevé par... ce deuxième point d'inquiétude
13 : il est dit que le Cambodge s'est engagé à poursuivre toute
14 personne qui se serait rendue coupable d'actes de torture. Cela
15 veut dire que les témoins qui ont été membres du personnel de
16 S-21, pourraient s'inquiéter vivement de ce que le Gouvernement
17 national cambodgien s'apprêterait à les poursuivre ou pourrait
18 songer à les poursuivre devant des tribunaux nationaux.
19 Alors, sur le plan théorique, c'est peut-être une possibilité.
20 Mais ce n'est en tout cas pas du tout l'intention - semble-t-il -
21 que cela se passe ainsi, puisque sont visés par la loi sur les
22 CETC les principaux responsables des crimes commis sous le
23 Kampuchéa démocratique.
24 [15.33.11]
25 Cela étant, les témoins pourraient très bien s'alarmer et se

5

1 croire visés par de possibles poursuites devant les tribunaux
2 cambodgiens. Et moi-même, je n'aimerais guère venir témoigner ici
3 devant les CETC dans ces circonstances et je m'abstiendrais d'en
4 dire trop.

5 Je pense que la règle 28 sur l'auto-incrimination - qui est une
6 question très délicate - ne devrait pas venir de la Défense... des
7 parties civiles ou de la Défense. Mais que c'est un point qui
8 devrait être uniquement soulevé par la Chambre elle-même, ou par
9 l'avocat qui assiste le témoin.

10 La raison de cela, étant que ces conseils qui sont donnés au
11 témoin, risquent d'être entachés par un certain parti pris. Et il
12 pourrait être dans l'intérêt de la Défense, par exemple, qu'il y
13 ait moins de témoins qui viennent ici comparaître parce que cela
14 représente plus d'éléments à charge à prendre en compte.

15 Et, par ailleurs, il se pourrait fort bien que, si les
16 co-procureurs semblent... apparaissent comme donnant des conseils
17 aux témoins, cela pourrait encourager d'autres témoins à venir
18 parce que le risque serait moindre que ce qui était perçu au
19 départ.

20 Pour conclure donc, je pense que le fait que ces conseils donnés
21 aux témoins se retrouvent dans les journaux, font que les témoins
22 appelés à comparaître risque de se retrouver intimidés, de ne pas
23 oser venir ici comparaître. Et cela aurait des répercussions
24 graves pour les CETC.

25 [15.34.54]

S
C
L
O
S
S
I
N
H

6

1 Non pas que la Défense ne doit pas pouvoir soulever ce genre de
2 questions, il est naturel qu'elle le fasse ; et les co-procureurs
3 répondrons. Mais la discussion ne doit pas se faire par le
4 truchement des journaux, chose qui se passe forcément puisque les
5 CETC sont suivis de près par les médias.

6 Il ne faut pas que ces discussions aient pour effet d'effrayer
7 les témoins. Et les fondements juridiques de ce que nous disons
8 se retrouvent à la règle 28 du Règlement intérieur où il est dit
9 que ce genre de questions doit être discuté à huis clos.

10 Et logiquement, cela veut dire que cela se fait par voie de...
11 d'arguments écrits, d'observations écrites. Ces observations
12 doivent être classées confidentielles, l'effet pratique étant que
13 les témoins à comparaître ne seront pas intimidés.

14 Tout ce que les parties civiles, la Défense et les co-procureurs
15 ont à dire "peuvent" être dit de manière confidentielle. Et la
16 Chambre ou l'avocat qui assiste le témoin peuvent apporter...
17 fournir des conseils au témoin ; des conseils qui soient
18 judicieux et équilibrés et qui ne soient pas entachés par une
19 possibilité de parti pris comme dans le cas où ces conseils
20 seraient donnés par l'une des parties.

21 En résumé, je demande simplement que la motion déposée par la
22 Défense soit classée confidentielle.

23 Je vous remercie.

24 [15.36.31]

25 (Conciliabule entre les juges)

S
C
L
O
S

S
I
M
P
L
E

7

1 M. LE PRÉSIDENT :

2 L'avocat du groupe 3 souhaite parler. Je vous en prie.

3 Me JACQUIN :

4 Merci, Monsieur le Président.

5 Je voulais vous indiquer que le groupe des parties civiles numéro

6 3, s'associait à cette demande de Monsieur le Procureur.

7 Nous avons, pour notre part, ressenti les observations de la

8 Défense sur les risques encourus par les témoins avant le premier

9 témoignage comme étant véritablement une menace déguisée à

10 l'égard de ce témoin l'engageant à ne pas trop parler.

11 Et je pense que la manière dont cette information a été diffusée

12 est allée dans le même sens, comme l'indique Monsieur le

13 Procureur. Je crois qu'effectivement il est extrêmement opportun

14 que les témoins soient assistés d'un avocat à même de préciser et

15 leur donner des éléments précis de droit dans la situation.

16 Mais, qu'il n'y ait pas de confusion vis-à-vis d'eux et de

17 confusion vis-à-vis de la presse.

18 Merci, Monsieur le Président.

19 M. LE PRÉSIDENT :

20 Maître Roux, je vous en prie.

21 [15.39.05]

22 Me ROUX :

23 Merci, Monsieur le Président.

24 Je suis extrêmement choqué de la position adoptée par le Bureau

25 des co-procureurs et les propos qui viennent d'être tenus, disant

S
C
L
O
S

S
I
M
H

8

1 que la Défense aurait fait pression sur les témoins.
2 Nous avons un Bureau des co-procureurs qui a déposé une requête
3 publique - je pèse mes mots : une requête publique - pour
4 demander l'application de l'entreprise criminelle conjointe et
5 aujourd'hui vous refusez que l'on parle publiquement de cette
6 requête et de ces conséquences ? Qu'est-ce que ça signifie ?
7 Je suis extrêmement choqué que le Bureau des co-procureurs sème
8 la confusion en faisant croire que nous sommes dans un débat sur
9 l'article 28. Nous ne sommes pas dans le cadre d'un tel débat :
10 l'article 28 n'a jamais prévu la circonstance dans lesquelles
11 nous nous trouvons.
12 Quelle est cette circonstance ? Les co-procureurs, après que la
13 Chambre préliminaire leur a signifié qu'ils avaient tort, ont
14 voulu persister avec la notion d'entreprise criminelle commune.
15 Et en persistant, ils ont écrit que Duch était partie d'une
16 entreprise criminelle commune qui implique ou qui inclut ses
17 subordonnés à S-21.
18 [15.41.40]
19 Et vous ne voudriez pas prévenir officiellement, publiquement,
20 les témoins de cela ? Et le Bureau des co-procureurs voudrait que
21 vous interrogiez des gens ici sans les prévenir de cela ? C'est
22 ça la conception que vous avez de la justice ? Ce n'est pas la
23 mienne.
24 Monsieur le Président, Madame, Messieurs, reportez-vous dans
25 quelques mois : imaginez que vous rendiez une décision dans

9

1 laquelle vous faites droit à la requête des procureurs ; imaginez
2 que vous rendiez une décision disant que Duch et tous ses
3 subordonnés de S-21 étaient dans une entreprise criminelle
4 commune. Vous voudriez vous mettre deux secondes à la place du
5 témoin qui est venu témoigner et qu'on ne n'aurait pas prévenu de
6 cela ?

7 Moi, je n'assume pas cette responsabilité.

8 La Chambre nous a donc demandé de déposer une requête. Nous
9 l'avons fait. Et après, que chacun assume effectivement ses
10 responsabilités.

11 Je ne vois pas comment il est possible de ne pas informer le
12 témoin de cette situation nouvelle et je ne vois pas comment il
13 est possible de ne pas en discuter publiquement, parce que ne pas
14 en discuter publiquement c'est alimenter les rumeurs, justement.
15 Nous devons travailler dans la transparence.

16 Alors, c'est vrai, nos chers collègues, que le Bureau des
17 co-procureurs a pris un risque énorme : demander l'application de
18 l'entreprise criminelle commune de Duch avec ses subordonnés et
19 dans le même temps, faire venir comme témoins ses subordonnés ;
20 pardonnez moi, c'est un risque énorme que vous avez pris. C'est
21 votre choix. C'est votre décision. Assumez-la jusqu'au bout.

22 [15.44.24]

23 Alors, moi je n'ai pas d'autres suggestions à faire aujourd'hui
24 que de dire : si vous maintenez votre entreprise criminelle
25 commune, on en parle et on en parle publiquement.

10

1 En tout cas, il sera inscrit dans les procès-verbaux de ces
2 audiences que la Défense aura solennellement attiré l'attention
3 de tout le monde sur ce qui pourrait apparaître comme un procédé
4 déloyal vis-à-vis de gens qui viennent témoigner à cette barre.

5 La Défense ne se prêtera pas à un procédé déloyal.

6 M. LE PRÉSIDENT :

7 Le Co-Procureur international, je vous en prie.

8 M. SMITH :

9 Monsieur le Président, j'aimerais répondre rapidement.

10 Un, les co-procureurs ne disent pas que la Défense essaye
11 délibérément d'intimider les témoins qui pourraient comparaître,
12 mais ce que nous disons c'est que le fait de débattre de ces
13 informations publiquement a pour conséquence pratique que
14 certains témoins auront peur de venir témoigner.

15 Deuxièmement, les co-procureurs ne disent pas qu'il ne faut pas
16 aller avertir les témoins à quoi ils doivent réfléchir avant de
17 répondre. Nous souhaitons effectivement qu'ils soient prévenus de
18 leurs droits, mais nous souhaitons que les témoins soient mis en
19 garde de façon équilibrée, c'est-à-dire soit par la Chambre -
20 dont c'est la responsabilité - ou par l'avocat qui assiste le
21 témoin.

22 [15.46.26]

23 Le fait que la demande serait déposée confidentiellement et non
24 pas comme document public ne retirera pas au témoin la
25 possibilité de se faire conseiller car, évidemment, l'avocat qui

11

1 les assiste pourra transmettre les informations pertinentes au
2 témoin.

3 Donc, ce n'est pas qu'il ne fallait pas avertir le témoin. Nous
4 ne soupçonnons pas non plus la Défense d'agir délibérément ici
5 pour faire peur au témoin, mais nous pensons qu'il y a là des
6 conséquences négatives à débattre publiquement de ces choses.

7 Mme LA JUGE CARTWRIGHT :

8 Merci, Monsieur le Président.

9 Je crois comprendre que les arguments des co-procureurs viennent
10 un peu en anticipation de la demande. Il convient effectivement
11 de classer les documents qui sont déposés dans l'une des trois
12 catégories prévues par la directive pratique 004 de 2009 sur le
13 dépôt des documents.

14 Vous nous demandez simplement, si je vous comprends bien, de dire
15 que ce document qui va être déposé doit être classé confidentiel
16 mais non pas strictement confidentiel. Est-ce bien cela le fond
17 de votre demande ?

18 [15.48.11]

19 M. SMITH :

20 Oui ; effectivement, Madame.

21 Mme LA JUGE CARTWRIGHT :

22 Monsieur le Président, si je le puis, pour ce qui concerne
23 l'avocat de la Défense, il est vrai que la semaine dernière on a
24 remarqué que la Défense était très anxieuse de soulever ce point.
25 C'est vrai que la Défense représente l'accusé pleinement, mais

S
C
L
O
S

S
I
N
C
E

12

1 est-ce que la Défense peut m'expliquer pourquoi elle se sent
2 aussi responsable des témoins cités à comparaître par la Chambre
3 ?

4 Me ROUX :

5 Je ne sais pas ce qu'il en est, Madame le Juge, dans les autres
6 pays que le mien.

7 Chez moi, on dit que les avocats sont des auxiliaires de la
8 justice. Et je considère qu'en tant qu'auxiliaire de la justice,
9 si j'assiste à quelque chose qui me paraît déloyal vis-à-vis de
10 quelqu'un qui comparaît, je dois le dire.

11 J'ajoute que mon contradicteur dans ce procès c'est le Bureau des
12 co-procureurs et je considère que c'est le Bureau des
13 co-procureurs qui a aujourd'hui la responsabilité de la situation
14 qui est en train de se produire et que c'est donc à lui de régler
15 cette situation.

16 M. LE PRÉSIDENT :

17 Juge Lavergne, je vous en prie.

18 M. LE JUGE LAVERGNE :

19 J'aimerais avoir le point de vue des co-procureurs sur la
20 finalité de la règle 28.8. J'entends bien que la règle 28.8
21 prévoit un débat à huis clos lorsqu'une partie se rend compte que
22 la déposition d'un témoin risque d'incriminer son auteur ou si le
23 témoin lui-même soulève cette question. Mais quel doit être le
24 but de cette audience à huis clos ?

25 [15.51.27]

S
C
L
O
S

H
U
I
S
C
L
O
S

13

1 Parce que pour moi, le droit de ne pas s'incriminer soi-même, il
2 est clair. Il me semble que c'est seulement dans certaines
3 circonstances que la Chambre peut éventuellement demander des
4 garanties pour permettre au témoin de témoigner dans des
5 conditions qui lui soient acceptables. Et il m'a semblé - mais
6 peut-être que je me trompe - que c'était plutôt là l'objectif de
7 cette audience à huis clos.

8 Parce qu'il me semble qu'aujourd'hui, l'objet de la discussion
9 c'est quelle doit être l'étendue de l'avertissement qui doit être
10 donné au témoin ? Est-ce qu'on est véritablement dans le même
11 cadre ?

12 M. SMITH :

13 Cette audience à huis clos que nous avons demandée aujourd'hui
14 vise simplement à ce que la demande déposée par la Défense soit
15 classée confidentielle, de sorte que nous n'ayons pas de témoins
16 qui seraient influencés par des conseils qui leur seraient donnés
17 de façon déséquilibrée.

18 Pour ce qui est de la règle 28.8, elle semble indiquer que des
19 assurances sont à donner au témoin concernant le droit de ne pas
20 s'incriminer, mais qu'il n'appartient pas aux parties de soulever
21 ce point publiquement et ce, pour les raisons que j'ai
22 expliquées. Il n'appartient pas aux parties de conseiller le
23 témoin sur ces questions. C'est ainsi que nous comprenons la
24 règle 28.

25 [15.53.32]

S
C
L
O
S

S
M
I
T
H

14

1 Pour ce qui est de l'avertissement à donner au témoin, la
2 question est un peu plus complexe parce que - comme nous l'avons
3 dit déjà - toute la notion d'entreprise criminelle commune,
4 qu'elle soit retenue ou non par la Chambre, n'a que très peu
5 d'incidence sur un risque accru éventuellement, pour des témoins
6 qui viendraient ici, de se faire poursuivre devant les tribunaux
7 cambodgiens. Et si l'entreprise commune n'était pas retenue, il
8 resterait encore bien des possibilités pour les tribunaux
9 cambodgiens éventuellement de poursuivre des témoins ; par
10 exemple, pour complicité, pour responsabilité sous la forme
11 d'aider et encourager, qui sont des formes de responsabilité
12 moins graves que l'entreprise ou inférieures - plutôt - à
13 l'entreprise criminelle commune.

14 La décision vous reviendra, Madame et Messieurs les Juges, mais
15 ce que notre demande fait, c'est proposer... faire en sorte que les
16 parties puissent donner des conseils et leur avis sur
17 l'avertissement à donner. La Défense a saisi cette occasion, mais
18 en fin de compte, c'est à la Chambre qu'il appartiendra de
19 décider de l'avertissement à donner au témoin.

20 Cela fait déjà longtemps que cette question a été soulevée. Dès
21 l'ouverture du dossier, les co-procureurs ont annoncé qu'ils
22 souhaitaient soulever le concept d'entreprise criminelle commune.
23 Il est regrettable que, finalement, cette question soit soulevée
24 en public devant le témoin il n'y a que quelques jours alors que
25 cela fait des mois que la question aurait pu être soulevée par

15

1 les voies appropriées. En l'état des choses, cela a créé une
2 question qui n'a peut-être pas l'importance qu'on lui donne.
3 Nous nous en remettons à vous pour ce qui est de l'avertissement
4 à donner au témoin. Nous avons... et nous ne pensons pas que le
5 témoin subisse un préjudice du fait que la demande que s'apprête
6 à déposer la Défense serait classée confidentielle. Et encore une
7 fois, cela permettrait à la Chambre et aux avocats de conseiller
8 le témoin en toute sérénité sans que l'affaire soit étalée dans
9 les journaux.

10 [15.56.20]

11 Nous rappelons que les co-procureurs et la Défense se sont
12 rencontrés, il y a des mois, pour réfléchir ensemble à des
13 propositions à faire à la Chambre. Et ces idées, cette réflexion
14 se retrouve, en partie, dans la demande déposée par la Défense et
15 peut être prise en compte par le témoin et ses avocats.

16 Nous avons essayé de faire en sorte que toute information donnée
17 au témoin soit équilibrée, mais de la façon dont les choses se
18 sont passées cette dernière semaine, les conseils donnés au
19 témoin n'ont pas été équilibrés, car beaucoup se sont retrouvés
20 dans les journaux.

21 Je vous remercie.

22 M. LE PRÉSIDENT :

23 Maître Roux, vous avez la parole.

24 Me ROUX :

25 Oui ; merci, Monsieur le Président. Je voudrais quand même

S
C
L
O
S

S
I
N
H

16

1 corriger mon confrère. Ce n'est que le 8 juin que le Bureau des
2 co-procureurs a déposé sa requête pour l'application de
3 l'entreprise criminelle commune ; le 8 juin.
4 Je ne pouvais pas réagir avant que vous ayez déposé votre
5 requête. Et je précise que nous ne l'avons toujours pas en
6 traduction française ; pour l'instant, elle n'est qu'en anglais.
7 Si vous avez attendu plusieurs mois après l'ouverture du procès
8 pour déposer votre requête, vous ne pouvez pas en faire grief à
9 la Défense ; première réponse.

10 [15.58.12]

11 Deuxième réponse : je ne sais pas ce que peut risquer réellement
12 un témoin qui aura comparu devant votre Chambre, si votre Chambre
13 retient, à la fin, l'entreprise criminelle conjointe. Mais je
14 sais que, si vous retenez cette notion, ça veut dire que vous
15 déclarez les subordonnés coupables.

16 Est-ce qu'il est un seul instant concevable que vous ne préveniez
17 pas les témoins qui risquent d'être déclarés coupables ? Je ne
18 sais pas quelle seraient les conséquences devant les tribunaux
19 cambodgiens, mais je sais que votre décision signifierait :
20 "Messieurs, en tant que subordonnés, vous êtes coupables des
21 mêmes crimes que ceux commis par Duch."

22 Et vous ne voulez pas que ce débat se tienne en public ?

23 C'est vraiment pas ma conception de la justice.

24 (Conciliabule entre les juges)

25 M. LE PRÉSIDENT :

17

1 Monsieur le juge Lavergne, vous avez la parole.

2 M. LE JUGE LAVERGNE :

3 Alors, afin de clarifier pour la Chambre les points de droit dont
4 elle est saisie, nous avons initialement été saisis d'une demande
5 des co-procureurs afin que la requête déposée par la Défense soit
6 classée comme étant un document confidentiel.

7 [16.03.57]

8 Mais il semble ressortir des débats qu'il y a également un autre
9 problème, dont maintenant la Chambre est et pourrait être saisie
10 mais il faudrait le clarifier, c'est sur le point de savoir, s'il
11 est possible de discuter publiquement à l'audience, quelle doit
12 être l'étendue de l'avertissement qui doit être donné à un témoin
13 sur le droit de ne pas s'incriminer soi-même.

14 Est-ce que j'ai bien compris et est-ce que, selon les
15 co-procureurs, il y a un ou deux problèmes ?

16 M. SMITH :

17 Monsieur le Juge, un seul aspect : que la demande soit classée
18 confidentielle.

19 Si nous étions d'accord sur le deuxième point, cela saperait
20 fondamentalement ce que nous cherchons à faire ; c'est-à-dire que
21 nous ne voulons alarmer le public, nous voulons que les gens...
22 nous ne voulons pas que les gens pensent que toutes les personnes
23 qui ont travaillé à S-21 seront poursuivies au Cambodge.

24 Et ce serait très, très mauvais que la presse relaie ce genre de
25 message-là à l'image de ce que la Défense exprime.

18

1 Donc, une seule requête : à savoir que tout débat public sur
2 cette question annulera la finalité de la règle 28.8 et aura pour
3 effet direct d'effrayer les témoins qui ne voudront plus venir
4 déposer.

5 Voilà, donc, juste un point.

6 [16.05.47]

7 M. LE PRÉSIDENT :

8 Conseil du groupe 3 des parties civiles, vous avez la parole.

9 Me JACQUIN :

10 Monsieur le Président, je pense qu'il y a une confusion qui ne
11 doit pas être créée.

12 D'un côté, il y a la notion d'entreprise criminelle commune qui
13 est une notion que l'on retient devant les juridictions
14 internationales et la création de ce Tribunal ne vise, comme l'a
15 dit Monsieur le Procureur, que les hauts responsables, les
16 principaux responsables.

17 D'un autre côté, il y a d'éventuelles poursuites dans le cadre de
18 la procédure pénale cambodgienne et du Code pénal cambodgien.

19 Alors, à ma connaissance, la notion d'entreprise criminelle
20 commune n'existe pas dans le code pénal cambodgien.

21 Donc, une confusion - à mon avis, un peu volontaire - est faite
22 entre le fait que des témoins pourraient être "poursuivis" du
23 fait d'une inculpation pour entreprise criminelle commune devant
24 les juridictions cambodgiennes.

25 Cette situation me paraît totalement fausse et compromettrait la

S
C
L
O
S

S
I
M
H

19

1 confusion entre deux notions différentes. D'un côté, l'entreprise
2 criminelle commune - notion des juridictions internationales
3 soulevée devant les CETC qui ne visent que les hauts
4 responsables, comme je l'ai déjà dit - et, d'autre part, des
5 poursuites dans le cadre du code pénal cambodgien sur lequel un
6 problème de prescription a été discuté, mais qui ne peut pas
7 viser l'entreprise criminelle commune qui n'existe pas en droit
8 cambodgien.

9 Voilà, Monsieur le Président, mes observations sur ce sujet.

10 M. LE PRÉSIDENT :

11 Maître François Roux, vous avez la parole.

12 Me ROUX :

13 Oui, Monsieur le Président, ma consœur est revenue un peu en
14 arrière dans le débat mais elle n'a sans doute pas bien entendu
15 tout à l'heure quand j'ai dit que le problème n'était pas
16 seulement de savoir si les témoins risquaient des poursuites
17 devant les tribunaux cambodgiens ; le problème est qu'à partir du
18 simple moment où la Chambre retiendrait l'entreprise criminelle
19 commune à l'encontre de Duch et ses subordonnés, ça signifierait
20 que les témoins qui ont comparu ici sont déclarés coupables par
21 la Chambre. Bien sûr que si.

22 Mais ce n'était plus déjà le débat, le débat était sur la
23 question posée par Monsieur le juge Lavergne et je rappelle que
24 la requête des procureurs sur l'entreprise criminelle conjointe
25 est une requête publique. Je l'ai sous les yeux.

S
C
L
O
S
S
I
N
H

20

1 Donc, le public est informé du paragraphe 9 de votre requête. Je
2 ne lis pas très bien l'anglais mais, jusque-là, je comprends que
3 les procureurs soumettent que Duch a une part intégrale dans une
4 entreprise criminelle conjointe qui inclut ses subordonnés à
5 S-21.

6 C'est écrit et c'est public.

7 Alors, expliquez-nous pourquoi vous avez déposé cette requête
8 publique et, aujourd'hui, vous refusez qu'on en parle
9 publiquement.

10 M. SMITH :

11 Monsieur le Président, je ne veux pas qu'on tourne en rond sans
12 fin mais la question de l'entreprise criminelle commune ne pose
13 aucun problème. La question ici, concerne le genre de
14 renseignements qu'il faut donner au témoin au titre du risque
15 d'auto-incrimination. Et cette information qu'on lui donne doit
16 être équilibrée et doit venir, soit de la Chambre, soit de
17 l'avocat qui le conseille.

18 Nous, pour notre part, n'avons aucun problème à voir débattu en
19 public la question de l'entreprise criminelle commune. Ce qui
20 nous pose un problème, c'est que l'on effraie les témoins à
21 comparaître devant ce tribunal lorsque les choses peuvent être
22 faites de manière plus équilibrée.

23 Je ne comprends vraiment pas pourquoi la Défense insiste pour que
24 tout ceci soit rendu public, sachant qu'il y a le risque de ne
25 pas voir venir des témoins lorsque le témoin peut être

S
C
L
O
S

S
I
M
H

21

1 parfaitement, dûment informé par le biais de la Chambre et/ou de
2 son avocat.

3 [16.10.49]

4 M. LE PRÉSIDENT :

5 Merci au Co-Procureur international et au Conseil de la Défense
6 de vos argumentations.

7 Merci également au Conseil du groupe 3 des parties civiles
8 d'avoir apporté vos commentaires.

9 Alors, l'affaire est complexe et nécessite une discussion
10 approfondie. La Chambre est d'avis que si nous poursuivons ce
11 débat maintenant, nous ne parviendrons pas à une réponse
12 satisfaisante. Il nous faut consulter la documentation
13 pertinente, débattre entre nous et parvenir à une décision en
14 temps utile.

15 Pour l'heure, l'audience va être suspendue. Nous poursuivrons
16 l'audience demain avec l'audition d'un nouveau témoin.

17 Maître Werner, vous souhaitez intervenir ?

18 Me WERNER :

19 Monsieur le Président, j'ai une autre demande à vous soumettre.
20 Ça n'a rien à voir avec la précédente et je demande une
21 demi-minute seulement.

22 M. LE PRÉSIDENT :

23 Vous avez la parole.

24 Me WERNER :

25 Je pense avoir le soutien de certains de mes collègues pour

S
O
L
O
S
C
I
O
S
I
N
H
A
U
I
S

22

1 avancer la notion suivante.

2 [16.12.52]

3 Dans votre ordre du 7 juillet, vous avez dit que KW-10, le
4 prochain témoin, aurait un jour et demi de témoignage. Mon groupe
5 a toujours été dans le sens de vos efforts de diligenter ce
6 procès, et nous soutenons les efforts que vous avez faits dans ce
7 sens.

8 Cependant, étant donné ce que représente le témoin KW-10, il me
9 semble qu'il faudra deux jours. Je ne ferai pas la même requête
10 pour KW-11 et 12, je vous l'assure. Mais, étant donné déjà les
11 réponses ou les non-réponses offertes par KW-8 et les variations
12 chez KW-9, il nous semble qu'il faudra vraiment deux jours pour
13 KW-10 plutôt qu'une journée et demie.

14 Donc, je voulais vous faire connaître notre position d'emblée,
15 Monsieur le Président.

16 Merci.

17 M. LE PRÉSIDENT :

18 Faut-il ouvrir une nouvelle discussion sur cette question ? Je
19 viens d'annoncer la suspension.

20 Le Co-Procureur, vous avez autre chose à nous dire ?

21 M. SMITH :

22 Non, Monsieur le Président. Je voulais juste appuyer la
23 proposition qui vient d'être faite.

24 Nous estimons que la gestion de la conduite de ce procès avance
25 très bien. Il nous semble que le KW-10, effectivement, présente

S
C
L
O
S

S
I
M
H

23

1 un potentiel considérable et qu'il est important de pouvoir
2 obtenir la déposition la plus complète possible.

3 [16.15.07]

4 Et donc, je suggérerais que les parties commencent à le
5 questionner mercredi matin afin que nous puissions étudier le
6 transcript de vos questions demain, car les déclarations déjà
7 faites par ce témoin sont déjà conséquentes ; il y a donc... il y
8 aura donc beaucoup de matière.

9 M. LE PRÉSIDENT :

10 Maître Roux, vous avez la parole.

11 Me ROUX :

12 Monsieur le Président, la Défense ne soutient pas du tout cette
13 demande.

14 La Défense considère que si un témoin devait avoir plus de temps,
15 ce serait l'expert Chandler, qui est un témoin extérieur et
16 objectif. Mais pas le témoin qui doit venir demain.

17 Je pense qu'un jour et demi est très largement suffisant pour le
18 témoin de demain.

19 M. LE PRÉSIDENT :

20 Merci aux trois parties d'avoir soulevé et commenté cette
21 question. J'espère que les parties ne vont pas soulever encore
22 une autre question maintenant.

23 Si vous avez quoi que ce soit à dire autour de la procédure, je
24 vous saurais gré d'en faire état avant que je ne déclare la
25 suspension de l'audience.

S
C
L
O
S

S
I
M
U
L
A
C
R
E

24

1 [16.17.26]

2 En général, lorsque le président déclare suspendue l'audience,
3 toutes les parties doivent suivre cet ordre. Si vous avez des
4 questions à soulever, mieux vaut les soulever en début
5 d'audience.

6 La Chambre, donc, doit maintenant suspendre l'audience. Nous
7 reprendrons demain.

8 Les parties concernées seront notifiées de la réponse aux
9 questions posées avant que nous ne commencions l'audition de la
10 déposition de KW-10.

11 Cependant, j'ai... je suis d'opinion que la Chambre devrait
12 maintenir son horaire pré-établi, afin de diligenter le procès.

13 Les demandes de temps supplémentaire risquent fort de ne pas
14 obtenir une réponse favorable.

15 En tout cas, nous vous notifierons de la réponse demain.

16 La sécurité, veuillez ramener le détenu en détention... l'accusé en
17 détention et ramener le pour 9 heures demain matin.

18 (Levée de l'audience : 16 h 18)

19

20

21

22

23

24

25

STUDIOS